EAPPI : «Nous ne voulons pas rendre l’occupation plus acceptable»

Après les lettres de Marilyn, qui a participé récemment au programme EAPPI en Palestine, voici un autre aperçu : celui d’une militante israélienne, Hanna Barag. Ce programme du COE (Conseil œcuménique des Églises), dont le nom complet est Ecumenical accompaniement program in Palestine and Israel, a pour but d’apporter une présence pour apaiser les tensions et de témoigner de la situation sur place. Il fait appel non seulement à des volontaires internationaux (en France, leur recrutement et leur suivi administratif sont assurés par le Défap), mais aussi à des organisations plaidant pour le respect des droits humains, tant côté palestinien que côté israélien. Machsom Watch fait partie de ces organisations qui témoignent côté israélien. Nous reproduisons ici un article diffusé par le COE.



23 novembre 2022, Bethléem, Palestine. Des personnes entrent au checkpoint 300 de Bethléem. Ce poste de contrôle qui sépare Bethléem et la Cisjordanie de la ville de Jérusalem voit passer chaque jour des milliers de Palestinien-ne-s, dont beaucoup vont travailler à Jérusalem et en Israël. © Albin Hillert/WCC

Machsom Watch a été fondé en janvier 2001 par trois femmes juives de Jérusalem qui, voyant les postes de contrôle militaires autour de Jérusalem et en Cisjordanie, ont décidé de prendre les choses en main. Aujourd'hui âgée de 88 ans, Hanna Barag défend toujours les droits de la personne avec autant d'énergie.

Depuis cinq à dix ans, elle a constaté de grands changements aux points de contrôle: il n'y a plus de longues files d'attente. En fait, des milliers de personnes viennent et passent rapidement. Tout le processus est informatisé.

«Les Palestiniens et Palestiniennes se servent d'une carte

magnétique pour passer le point de contrôle, et la porte s’ouvre, décrit-elle. Si la file d’attente est trop longue, beaucoup décident de rebrousser chemin.»

Les points de contrôle numérisés sont devenus un outil tristement efficace pour invisibiliser les violations des droits de la personne.

Injustice numérique

«Le système est informatisé, déshumanisant et rigide, et il complique considérablement la vie, explique Mme Barag. Il faut autre chose, une nouvelle réalité qui libère les Palestiniennes et les Palestiniens.»

À une époque où on utilise l’intelligence artificielle pour s’immiscer dans la vie des gens, les systèmes informatiques employés aux points de contrôle semblent tout savoir de chaque Palestinien-ne qui tente de passer, ce qui constitue en soi une forme d’injustice et d’oppression numériques.

«L’armée israélienne vous dira: regardez ce que nous avons fait pour faciliter la vie des populations palestiniennes. En réalité, le système est beaucoup plus complexe, plus compliqué, mais ça ne se voit pas. Il existe plus de 100 types de permis différents.»

Les personnes qui souhaitent obtenir un permis de travail doivent avoir un certain âge et être mariées. Le permis peut être refusé s’il y a dans la famille des antécédents liés à des incidents de sécurité. Et la liste des conditions est encore longue.

«Les règles sont différentes pour les demandes de permis médical, poursuit Mme Barag. On ne peut pas utiliser un permis de travail pour accompagner un membre de sa famille à l’hôpital, et si on demande un permis médical, il faut renoncer au permis de travail.»

En outre, comme les permis ne sont plus imprimés, les Palestinien-ne-s doivent les montrer sur leur smartphone ou à partir d'une carte magnétique. Beaucoup de gens sont perdus, car ils ne savent pas se servir du système. De plus, les points de contrôle sont fermés à la population palestinienne de Cisjordanie entre 23 heures et 4 heures du matin.

«Les militaires n'ont pas le droit d'effectuer des changements, et si on essaie d'appeler des responsables, il est rare qu'on obtienne une réponse.»

Hanna Barag se souvient d'un petit garçon, au checkpoint 300 entre Jérusalem et Bethléem: «Il avait perdu un œil et voulait aller à Jérusalem pour des raisons médicales. La personne qui l'accompagnait et lui se sont vu refuser le passage en raison d'un problème de papiers.»

Voyant leur confusion, elle les a aidés sur-le-champ, et ils ont pu entrer à Jérusalem. Mais si elle n'avait pas été là ce jour-là?

Ne pas faciliter l'occupation

«Si nous voulons défendre les droits de la personne, nous devons faire quelque chose contre ce système de contrôle inhumain, affirme Mme Barag. Nous ne voulons pas rendre la situation plus facile.»

Elle sait que cela peut sembler contradictoire. Ce qu'elle veut dire, c'est que l'occupation ne devrait pas devenir plus facile à gérer, parce que la dimension humaine est de moins en moins visible dans le processus. «Ne donnons pas aux militaires la latitude de faire fonctionner une machine – une machine bureaucratique – qui permet d'ouvrir et de fermer les portes à distance. Nous ne voulons pas rendre l'occupation plus acceptable. Nous voulons qu'elle cesse!»

Hanna Barag et ses collègues de Machsom Watch ne veulent pas d'une sorte de «compromis». Elles veulent un changement

complet de réalité. «Bien sûr, nous aidons beaucoup de Palestiniennes et de Palestiniens, reconnaît-elle. Nous travaillons à la demande, et nous envoyons les papiers aux autorités israéliennes.»

Environ 70% des cas auxquels Machsom Watch apporte son aide aboutissent à un retrait du «rejet pour des motifs de sécurité», ouvrant la voie à l'obtention d'un permis. «Nos femmes savent quels papiers sont nécessaires, mais je constate aujourd'hui que le processus se durcit avec l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement israélien, déplore-t-elle. Nous essayons de mettre fin à la dépendance palestinienne à Israël.»

Par exemple, les Palestinien-ne-s n'ont pas besoin de se rendre dans des hôpitaux israéliens. «Mais Israël s'en sert comme d'une forme de contrôle. Il y a d'excellents médecins en Palestine, mais il leur est refusé de gérer un système qui serait indépendant d'Israël.»

Le système de permis actuel est conçu comme un puissant outil d'oppression permettant de garder le contrôle sur la population. «Nous ne voulons pas améliorer le système de permis», insiste Mme Barag.

Une question de valeurs

Lorsqu'elle regarde l'histoire de Machsom Watch et son activité actuelle, Hanna Barag voit un groupe de femmes qui refusent de faire partie d'une culture militariste: «La plupart d'entre nous ont servi dans l'armée, certaines ont été officières, explique-t-elle. Nous voulons aborder le conflit d'un point de vue féministe, c'est-à-dire faire bouger les choses parce que nous sommes des femmes.»

Ces femmes sont attachées à leurs valeurs. Quelqu'un qui voudrait contribuer financièrement à la construction de colonies ne peut pas adhérer à l'association. «Il n'y a pas d'argent en jeu, c'est une question de valeurs. Nous

intervenons parce que nous sommes des Israéliennes qui veulent rendre plus vivable l'existence du peuple palestinien, mais aussi celle du peuple israélien.»

Mme Barag a contribué à la formation des accompagnateurs et accompagnatrices œcuméniques (AO) qui viennent participer au Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël du COE. «Quand je parle aux AO, je leur explique le système et ce qui les attend. À mon sens, notre mission consiste à exercer une pression diplomatique.»

Elle voit les AO accompagner des enfants qui veulent aller à l'école en toute sécurité. «La pression extérieure exercée par leur intermédiaire est primordiale, ajoute-t-elle. Même si nous nous trouvons dans un système illogique.»

Selon elle, tout le monde devrait sensibiliser les esprits aux outils employés par Israël pour contrôler la vie de la population: «Quand l'armée sait tout de vous, on est face à une triste réalité. Même avec un permis, le poste de contrôle peut vous refouler pour une raison indéterminée.»

Les règlements sont en hébreu et c'est compliqué, ajoute-t-elle: «C'est un système de contrôle complet. Même moi, après toutes ces années, il m'arrive d'avoir des surprises. Les AO viennent pour trois mois et avec de bonnes intentions. Leur but est de faire avancer la situation ici.»

Elle est reconnaissante aux AO de quitter leur belle vie, leurs familles et leur entourage pour se faire les témoins d'une situation difficile. «Je les admire. Quand les AO accompagnent des bergers qui ne parlent pas hébreu, en cas de rencontre avec un colon, leur présence permet de protéger les bergers.»

Par-dessus tout, Hanna Barag veut dire au monde qu'il faut mettre fin à l'occupation et fixer des limites aux mesures d'Israël contre la population palestinienne.

«Je veux que le monde découvre les conditions de vie des Palestiniens et des Palestiniennes, ainsi que le système de contrôle qui les asservit, dit-elle. Côté israélien, il y a beaucoup de jeunes à Tel-Aviv et ailleurs qui ont entre 30 et 50 ans et qui sont contre l'occupation, mais ils et elles ont des enfants à élever et des hypothèques à payer. À Machsom Watch, la moyenne d'âge est de 70 ans. Nous avons le temps d'intervenir.»

EAPPI : «Vous êtes nos yeux, notre bouche, vous pouvez témoigner»

Marilyn a effectué une mission de trois mois en tant qu'accompagnatrice œcuménique en Palestine/Israël, au sein du groupe 85 des équipes du programme EAPPI. Les rôles de ces équipes sont multiples : témoigner en rédigeant des rapports pour des organismes internationaux, soutenir les actes de résistance non violente aux côtés des Palestiniens chrétiens et musulmans locaux et des militants pacifistes israéliens, offrir une protection par leur présence non violente… De retour en France, elle témoigne désormais de son expérience. Rencontre.



Membres d’une équipe d’accompagnateurs œcuméniques dans une Église © Marilyn pour EAPPI

Observer sans intervenir, n’est-ce pas décourageant ?

Marilyn: Les trois premières semaines, cette mission était source pour moi de frustrations, parce qu’elle me semblait se limiter à de l’observation passive. Même s’il y avait des rapports qu’il fallait s’astreindre à rédiger tous les soirs, et destinés à des institutions internationales comme l’Onu, comme la Cour européenne des Droits de l’Homme… Sauf que, rapidement, cet engagement est devenu très concret. Quand nous nous rendions dans des camps de bédouins, de réfugiés, nous retrouvions les mêmes personnes ; un lien humain se construisait entre nous. Nous n’étions plus seulement observateurs, nous partagions quelque chose. Les gens que nous croisions nous racontaient leur histoire, nous parlaient de leurs soucis, de leurs angoisses du lendemain, de leurs

difficultés à se déplacer, à aller travailler, à vivre une vie normale. Et tous nous témoignaient de la reconnaissance pour notre présence. Ils nous disaient : « Vous êtes nos yeux, notre bouche, vous pouvez témoigner ; quand vous rentrerez dans vos pays, parlez de ce que nous vivons. » Ils savaient que nous ne pouvions pas changer leur situation sur le moment même – même si parfois, notre seule présence pouvait contribuer à améliorer un peu leur sécurité. Mais l'essentiel, pour eux, c'était qu'il y ait des témoins de ce qu'ils vivent.

Quelles étaient vos relations avec les Églises en Palestine ?

Rencontrer les Églises en assistant aux messes ou aux cultes le dimanche, ça faisait partie de notre mission. Nous nous y rendions avec nos vestes marquées du sigle « EAPPI », pour être reconnus à la fois des chrétiens palestiniens et des responsables d'Église. Les équipes d'accompagnateurs œcuméniques ont des relations bien établies avec certaines de ces Églises ; mais elles sont si nombreuses qu'il est difficile d'être en lien avec toutes. Trois mois sur place, ça ne fait jamais qu'une douzaine de dimanches ! C'était pour nous l'occasion de rencontrer une population différente de celle que nous pouvions voir aux checkpoints. Quand ils nous voyaient au culte, les gens se montraient très intéressés, venaient nous poser des questions : nous avons toujours été accueillis à bras ouverts.



L'une des ONG israéliennes avec lesquelles les accompagnateurs œcuméniques sont en lien : les Femmes en noir de Jérusalem © Marilyn pour EAPPI

Et vos relations avec les autres ONG, notamment israéliennes ?

Il y a des relations suivies entre les équipes du programme EAPPI et diverses ONG israéliennes. C'est le cas de Machsom Watch [qui surveille les points de contrôle établis par les forces de sécurité israéliennes, NDLR], de Military Court Watch (qui nous a permis d'assister à une audience du tribunal militaire). C'est le cas des Femmes en noir de Jérusalem [un groupe de sept femmes israéliennes fondé en janvier 1988 lors de la 1re intifada, NDLR]. C'est le cas des Rabbins pour la paix… C'est encore le cas de l'ONG Ir-Amim, une association d'Israéliens dont les avocats mènent un combat de longue haleine devant les tribunaux pour soutenir des familles palestiniennes de Jérusalem-Est régulièrement menacées

d’expulsion ou dont les maisons sont occupées par des colons. Ou de l’association Emek Shaveh, qui regroupe des archéologues dénonçant l’instrumentalisation des sites anciens dont la protection a en fait pour but de chasser des familles palestiniennes de chez elles… Nous avons aussi rencontré l’ONG israélienne Breaking The silence [qui permet à d’anciens militaires des Forces de défense israéliennes de témoigner sur ce qu’ils ont vécu en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem Est, NDLR]. Enfin, à l’arrivée et au départ de chaque groupe d’accompagnateurs œcuméniques, des groupes israéliens sont présents pour les saluer.

Que vous disaient le plus souvent les Palestiniens que vous rencontriez ?

Ils ont beaucoup souffert de l’absence d’observateurs venus de l’étranger pour témoigner pendant toute la pandémie de Covid-19. Et même en étant sur place en tant qu’étranger, nous nous rendions compte que notre présence n’empêchait pas grand-chose… Nous avons assisté à des arrestations violentes. Il y a une volonté de déshumaniser totalement les Palestiniens. Et les membres des forces de sécurité israéliennes nous disaient ouvertement : « On a tous les droits ». Face à cela, j’étais frappée par l’humilité et la patience des Palestiniens. Tous les matins, tous les soirs, aux checkpoints, ils doivent enlever leur ceinture, montrer leurs papiers, avec le risque de se heurter à un refus arbitraire de passer. À tout moment, ils ont une épée de Damoclès au-dessus de la tête : vont-ils pouvoir passer le checkpoint, même s’ils ont les bons papiers ? Pourront-ils aller travailler ? Leur maison ne sera-t-elle pas démolie ? Et toute leur vie est comme ça.



Une image de la « barrière de sécurité » entre Israël et les territoires palestiniens © Marilyn pour EAPPI

En mission en famille à Madagascar

Lydie et Pierre sont partis en famille avec le Défap pour des missions de soutien à la SFM, l'École de formation des maîtres de l'Église luthérienne de Madagascar. Lydie a une mission d'enseignement ; Pierre s'occupe de maintenance, notamment du matériel électronique. Ils sont en pleine saison des pluies, qui ont rendu une partie des routes impraticables… Ils racontent.



Étudiants de la SFM © Pierre et Lydie pour Défap

Quelles ont été vos premières impressions de Madagascar ?

Lydie : La diversité, la vitalité. Nous avons été frappés par les paysages de rizières, l'exubérance de la végétation : hibiscus, frangipaniers, arbres du voyageur… Et avec la saison des pluies, tout pousse de partout. Par contraste, les habitants se soucient peu d'environnement : il y a des déchets partout, des bouts de plastique par terre, même à la campagne.

Pierre : Aller au marché, c'est une expérience : c'est plein de couleurs, de bruit, il faut chercher partout… Impossible de s'y retrouver au début sans être accompagné, surtout quand on

ne parle pas malgache. C’est un labyrinthe dans lequel on se perd quand on veut acheter quelque chose. Mais nous commençons enfin à savoir où chercher…

Et vos premières impressions de la SFM ?

Pierre : Nous avons été très bien accueillis par le personnel de la SFM, soutenus dans nos démarches administratives. Nous avons de très bonnes relations avec la directrice et avec les enseignants. Ensuite, il a fallu nous adapter au fonctionnement de la SFM, ce qui nous change de nos habitudes. Le rythme, par exemple, est très différent : les journées commencent très tôt.

Lydie : Fandriana est une ville un peu isolée, c’est une ambiance très différente de celle de Tananarive. Du coup, tout le monde connaît notre famille : nous sommes les seuls « vazahas » [*« étrangers », NDLR*] de Fandriana. Il y a beaucoup d’enseignants qui ont des enfants dans la même tranche d’âge que les nôtres, ils vont à l’école ensemble, ça rend les relations faciles.



Étudiants de la SFM lors d'un cours © Pierre et Lydie pour Défap

Comment se déroulent vos missions ?

Lydie : Ma mission est axée sur l'enseignement du français et sur l'école inclusive – la prise en compte du handicap dans les cours. C'est un travail très intéressant et varié. Les étudiants viennent de tout le pays ; et c'est vraiment une richesse. Il y a un bon brassage de population, avec tous ces étudiants aux coutumes différentes.
Concernant le français, comme je suis enseignante en primaire, je me demandais comment faire avec des adultes ; mais je m'y suis vite adaptée. Ils sont habitués à une méthode d'enseignement où les cours magistraux sont prédominants. Ma manière d'enseigner est très différente ; ça casse un peu leur façon de faire, mais ils apprécient. Ils ont une vivacité d'esprit et l'envie de parler en français, mais c'est difficile. Il y a une grande différence de niveau entre ceux

qui viennent de bonnes écoles, qui ont un bon niveau de français, et d'autres qui sont quasi débutants. Et pour ces derniers, il y a un grand écart entre ce qu'ils apprennent et ce qui leur serait vraiment utile. Mais la maîtrise du français leur est nécessaire : les rapports de stage, les contrôles, tout est en français.
Concernant l'école inclusive, la SFM accueille des étudiants malvoyants et malentendants, qui sont destinés à devenir enseignants dans des écoles spécialisées. Ils sont très bien intégrés : la première fois que l'on se retrouve dans un cours qui accueille des étudiants malentendants, on se rend compte que tout le monde pratique la langue des signes.

Pierre : J'ai deux casquettes : je m'occupe de l'entretien des bâtiments et de la maintenance du matériel, notamment électronique ; et j'aide Lydie en prenant en charge des groupes dans les cours d'informatique et dans le labo de langues. Il a d'abord fallu remettre le matériel en état. Le labo de langues n'avait pas fonctionné depuis des années.

Quelles difficultés avez-vous dû surmonter ?

Lydie : La transmission des informations, c'est toujours une difficulté. Personne ne nous met spontanément au courant quand il y a quelque chose à savoir : il faut être proactif et partir chercher les infos.

Pierre : Il y a également l'état des routes. Avec la saison des pluies, elles sont ravinées, coupées de crevasses. Les déplacements sont difficiles. Beaucoup de gens prennent des taxis-brousse pour aller d'un endroit de l'île à l'autre, mais ça prend un temps fou : deux heures pour une quarantaine de kilomètres…



Pierre dans le labo de langues © SFM

« Le Caire, une ville fascinante, ambivalente… »

Premières impressions du Caire par Julien, envoyé par le Défap et l'ACO en Égypte pour une mission de service civique qui a commencé en septembre. Avec une double casquette : il doit à la fois apporter un soutien à l'enseignement du français au sein d'un établissement protestant, le New Ramses College, et aider les jeunes résidentes d'un foyer d'accueil de jeunes filles dans leurs devoirs.



Photo de repas avec les volontaires en Égypte : au premier plan à gauche Julien, et à droite Brigitte Colard, également envoyée de l'ACO. Au deuxième plan derrière Julien, Matthieu Busch, pasteur de l'Union des Églises Protestantes d'Alsace Lorraine et directeur de l'ACO. À l'arrière-plan au bout de la table, trois envoyés de l'Œuvre d'Orient © ACO/Défap

Cher Défap, chère ACO,

Je suis arrivé au Caire le 5 septembre, j'écris cette lettre de nouvelles le 5 décembre. Mon service civique au Caire a commencé depuis trois mois et je me suis bien habitué à ma nouvelle vie, à ma nouvelle ville. Le Caire est une ville fascinante, ambivalente sur bien des points, le dépaysement qui ne s'est pas encore tout à fait échappé, m'a pendant longtemps caché l'aspect extrêmement populaire de ces rues. Les bâtiments sont d'une architecture et d'une couleur inhabituelles mais ils sont aussi dégradés et bien souvent

vétustes. Les rues sont vivantes et habitées mais elles sont aussi cabossées et parsemées de déchets. Le pays possède une histoire plurimillénaire, avec son lot de pharaons, d'intellectuels précurseurs, de spiritualités multiples mais est désormais en proie à un régime dictatorial subtil dont la domination ne s'exprime pas dans la vie de tous les jours mais que l'on aperçoit furtivement dès lors qu'on cherche des médias indépendants ou que l'on s'intéresse aux perspectives de carrière d'un jeune Égyptien sans réseau.

Au milieu de ces dissonances, je travaille depuis un peu plus de deux mois, d'une part au New Ramses College (NRC), et d'autre part je me mets au service d'un foyer de jeunes filles situé non loin de chez moi, à hauteur de trois ou quatre après-midis par semaine.

Au NRC, je suis un Français plus qu'un professeur de français, j'aime mes collègues qui m'enseignent la vie en Égypte et avec qui tantôt je mange du kochari, tantôt je bois du café turc ou du thé. J'aime aussi les élèves car même s'ils ne sont pas faciles, je n'ai pas connu de plus grande satisfaction qu'un cours réussi, de la même manière qu'il n'y a rien de plus déprimant qu'un cours raté. Je crois qu'ils m'apprécient aussi et je sens que même les classes les plus difficiles commencent à aimer mes cours. Enseigner est un vrai apprentissage pour moi, chaque classe, chaque individu en fait, a ses spécificités et les méthodes d'enseignement doivent être flexibles. Le jeu est ma méthode d'enseignement privilégiée, ma flexibilité est d'adapter les jeux aux tranches d'âge et de faire attention aux retours de mes élèves, qu'il s'agisse de retours directs ou indirects.

Au foyer, je suis un Égyptien qui se fait passer pour un Français, la faute à mes origines algériennes probablement. La Sœur responsable du foyer est une personne exceptionnelle comme j'en ai rencontrées peu dans ma vie. Les filles sont merveilleuses, imaginez 80 gamines de 4 à 18 ans vivant en communauté, elles sont comme des sœurs les unes pour les

autres, elles s'aiment, se disputent, se font la tête, se rabibochent constamment. Je donne des leçons en français et en sciences à l'équivalent ici des CM1, CM2 et 6ème, pour un total de 11 élèves. Ici, on ne joue pas, on travaille, et on travaille beaucoup même ! Entre l'école et le soutien scolaire assurés par les volontaires, dont moi-même, les filles travaillent de 8h du matin à 8h du soir six jours sur sept. Alors même si on travaille on s'amuse aussi, on se fait des blagues, on se taquine en arabe ou en français parce que les filles sont bien meilleures en français que n'importe lequel de mes élèves au New Ramses Collège, même les plus vieux. Avec les filles, le plus attristant ce n'est pas quand elles ne vous écoutent pas ou qu'elles ne sont pas concentrées, le plus attristant c'est quand elles donnent l'impression qu'elles ne vous aiment pas. Cela donne une idée à quelle point la relation professeur/élève au foyer est différente de celle au NRC.

Sinon, je prends aussi des cours d'arabe depuis mon arrivée et je progresse bien, je dois dire que j'en suis assez fier. Je joue au foot une fois par semaine avec des amis et une petite équipe de tarot s'est également mise en place. Je fais même du théâtre d'improvisation, d'ailleurs avec la troupe nous nous sommes produits sur scène la semaine dernière. J'ai fait aussi quelques soirées depuis mon arrivée, j'ai même été au concert de Wegz une méga-star locale, mais je ne suis pas encore sorti danser et c'est bien la seule chose qui me manque !

Voilà pour les nouvelles, j'aime beaucoup ma vie au Caire. Marseille me manque un peu malgré tout, mais le week-end dernier j'étais à Alexandrie et voir la mer a rempli mon cœur de souvenirs, désormais me revoilà au Caire entre le sable fin et la poussière.

Julien

EAPPI : « Ce que mes yeux ont vu… »

Voici la dernière lettre de nouvelles de Marilyn, qui a achevé sa mission d'envoyée EAPPI – un programme d'accompagnement œcuménique développé par le COE en Israël-Palestine pour y limiter les tensions et témoigner de la situation. Vous aurez l'occasion de la retrouver au cours de l'émission du Défap sur Fréquence protestante, le mercredi 25 janvier, où elle témoignera au micro de Marion Rouillard.



Vue d'un point de contrôle de l'armée israélienne © Marilyn/EAPPI

« Ce que mes yeux ont vu, je le garde en mémoire. Ce que mes yeux ont vu, ma main l'a écrit. Ce que mes yeux ont vu je le partage… Je suis un témoin de paix. »

Nous sommes lundi 14 novembre et nous sommes encore pour quelques jours en Palestine car la mission se termine. Mon

3ème reportage sera sans doute identique aux deux précédents. Émaillé de témoignages montrant l'injustice et la violence de l'occupation militaire, les violations permanentes des droits humains, le déni des lois internationales.

Je disais ce matin avant de partir avec la nouvelle équipe qui va nous succéder sur le terrain, que la haine avait touché mon cœur et spécialement hier en rentrant de Bethléem. Nous sommes passés par « le checkpoint des tunnels », délaissant le grand checkpoint que l'on appelle le checkpoint 300, celui que les Palestiniens et toute autre personne traversent à pied. Nous avons préféré le premier car les véhicules peuvent le traverser. Habituellement un soldat et un garde de la sécurité montent dans le bus pour vérifier passeports, permis et cartes d'identité pour les passagers. Seules les personnes au-dessus de 50 ans et les étrangers restent dans le bus, les jeunes Palestiniens doivent en descendre, attendre dehors que les soldats vérifient d'abord les papiers à l'intérieur du bus – et ce qu'il pleuve, qu'il neige ou que le soleil soit à son zénith. Après leurs papiers vérifiés et si tout est en ordre, ils remontent et le bus peut repartir.

Hier, arbitrairement, la soldate a demandé énergiquement à tout le monde de descendre aux cris de : « Yala, dépêchez-vous ! ». Quand je lui ai montré mon passeport elle m'a dit : « oui toi aussi tu sors », avec un geste de la main…

La haine a traversé mon cœur. Non à cause du traitement injuste que je subissais mais du traitement quotidien que les Palestiniens subissent !

Heureusement, la patience manifestée par les Palestiniens, leur infinie douceur m'a ramenée très vite à une attitude compassionnelle envers les comportements inhumains de ces jeunes soldats israéliens victimes eux-mêmes des discours de haine et de mépris qu'ils apprennent très tôt. Deux touristes françaises sont descendues également et m'ont dit leur indignation : « on n'a jamais vu cela dans aucun autre

pays ». C’est ainsi, aux différents checkpoints, dans les rues de Jérusalem, notamment aux CP « volants » : des jeunes sont régulièrement arrêtés par les forces de sécurité, les « ISF », pour vérifications d’identité.

Il est très difficile maintenant pour ce troisième reportage de raconter tout ce que nous avons vu, tout ce qui se déroule actuellement en Palestine. Du fait même de l’occupation militaire israélienne. Les faits sont extrêmement graves et violents, et parce que nous sommes réellement affectés par ce que nous voyons, la difficulté est de mettre des mots sur les souffrances que subissent les Palestinien-nes jour après jour.

Nous assistons impuissants, quotidiennement, aux rudesses de l’occupation, partout où nous allons, que ce soit dans les camps de réfugiés, dans les camps de bédouins, à Jérusalem-Est, à South Hébron Hills, au passage des checkpoints ou dans les villages entourés par le mur et séparés les uns des autres : tous les récits et tous les faits, qu’il s’agisse de privation de liberté de mouvement, du vol des terres, du saccage ou du pillage des oliviers durant la récolte des olives, des démolitions de maisons, des arrestations, des assassinats de jeunes Palestiniens… toutes ces histoires sont les mêmes, elles sont empreintes de souffrances, d’injustices, empreintes de chagrin.



Le tribunal militaire © Marilyn/EAPPI

Que pouvons-nous faire ? Nous les envoyés œcuméniques, les envoyés de paix ? Écouter, voir, relater, soutenir, consoler et le soir écrire les rapports quotidiens qui iront alimenter les dossiers à l'ONU et au Conseil des droits de l'homme…

Raconter oui, mais comment raconter ? Quels exemples donner ?

Comment savoir que mes mots traverseront le cœur des gens qui me liront, et qui m'entendront ? Comment être sûre que mes mots diront exactement ce que j'ai vu ? Comment transmettre la réalité à laquelle nous avons été confrontés mais surtout la réalité quotidienne que vivent tous les Palestinien-nes ?

Par quoi commencer : par quel village, par quelle rencontre, par quelle association ? Peut-être dans ce troisième reportage, commencer par ce qui a été une expérience douloureuse pour chacun des membres de notre équipe fin octobre, le 30 octobre exactement… Quand nous avons eu l'opportunité d'être des témoins à la cour militaire israélienne : grâce à l'association « Military court Watch », nous avons pu assister à une audience. Le tribunal militaire

est contigu à la prison d'Ofer, prison située en territoire occupé à Jérusalem-Est. Cette cour militaire est composée de sept salles d'audience, qui ressemblent à des préfabriqués. Nous avons donc pu assister à une série de procès dans la septième salle d'audience. Sept baraquements se suivent, les familles palestiniennes attendent dans la cour, nous avons pu rencontrer deux d'entre elles avant d'assister aux procès. Dans cet espace exigu, plusieurs policiers sont là, le juge militaire et son assistante, les familles de ceux qui vont être jugés, un ou deux avocats. Durant une heure se sont succédé douze jeunes de 16 à 25 ans.

Ils arrivent menottés en uniforme de prisonnier. Un policier leur enlève les menottes, les jeunes s'assoient dans le box qui leur est réservé par trois ou quatre voire six, et les procès commencent. Le plus jeune d'entre eux, 16 ans, est accusé d'avoir lancé des pierres. En attendant la décision du juge, il a les larmes aux yeux. Son papa, sur les bancs réservés aux familles, lui demande d'être fort, de ne pas pleurer, de prier, lui assure qu'il va sortir bientôt. Le jeune homme le regarde. Il hoche la tête. Il répond à son papa, il dit oui. Les interrogateurs des jeunes sont dans la salle eux aussi ! L'avocat fait tout le travail : il traduit pour les familles, il traduit pour les jeunes, car tous les dialogues et tous les documents sont en hébreu. Là, les avocats, puisqu'il y en a eu deux ce jour-là, ont eu une heure pour défendre les douze jeunes qui sont passés à tour de rôle.

Entre 500 et 700 enfants arrêtés chaque année, selon l'ONG « Defense for children »

Si l'on compte le temps de la traduction, si l'on compte le temps perdu pour aller chercher les familles dans la cour – dont personne dans ce tribunal militaire ne s'est soucié – l'avocat a eu en tout et pour tout trois minutes pour défendre chaque jeune. Les sentences du juge sont toutes les mêmes ; prolongation de la détention pour une semaine pour les détentions administratives. La détention administrative est un

emprisonnement arbitraire sans procès préalable, sans que ni les avocats, ni les familles, ni les détenus ne puissent connaître les charges, classées secrètes… Ce statut particulier permet que la détention soit reconduite de semaine en semaine, voire de mois en mois, alors que les avocats n'ont pas accès au dossier, et qu'ils connaissent à peine les jeunes.

Douze jeunes, jugés pendant une heure de temps ; trois minutes pour les « défendre »… La mécanique de l'injustice est bien huilée. Ils repartent menottes aux mains ; ils ont parfois pu parler avec leur famille, leurs mamans pleurent et nous, nous pleurons avec les familles. Expérience douloureuse. Les mots nous ont manqués en rentrant le soir. Le lendemain matin, j'étais chargée d'envoyer le rapport aux Nations-unies, au Conseil des droits de l'Homme, aux grandes ONG de défense des droits humains. Nul droit humain dans ce lieu déshumanisé. Certains enfants ont été violentés, ont subi des pressions psychologiques mais de cela on ne parle pas dans les journaux en France ; on ne parle pas de cela à la télévision ni dans les grands médias. Qui peut dire la souffrance des parents ; qui peut dire la souffrance de ces jeunes arrêtés arbitrairement, mains, et parfois pieds liés, quand ce n'est pas un bandeau sur les yeux, voire l'isolement…

Cela a été le cas de Shadi Khoury, ce jeune arrêté chez lui durant la nuit du 18 octobre dernier, devant ses parents, frappé par les soldats, violemment, mis à l'isolement parce qu'il chantait en prison. Ça s'est passé le mois dernier et nous avons assisté à une messe le vendredi 4 novembre à l'Église Saint-Étienne à l'intérieur de l'école biblique et archéologique française. Des représentants de toutes les confessions étaient là, tous ont pris la parole. Monseigneur Michel Sabbah a prononcé une longue homélie pour Shadi et pour tous les enfants arrêtés ou tués en cours de ces derniers mois à Naplouse, à Jénine, à Jérusalem, à Kalandia…

Selon les chiffres publiés par l'ONG « Defense for children »,

entre 500 et 700 enfants sont arrêtés chaque année. Les Églises en Palestine sont mobilisées ; elles ne restent pas inactives face à l'injustice. C'est le cas de « Sabeel » dont les prières retentissent tous les jeudis matin et qui sont envoyées à toutes les organisations des « Amis de Sabeel » dans le monde entier, comme c'est le cas en France.

Fort heureusement, Shadi a été libéré récemment, mais reste en « détention à domicile », en résidence surveillée… D'autres enfants sont toujours en prison et c'est inadmissible ! Ils seraient au nombre de 190 actuellement…



Les responsables religieux réunis, de gauche à droite : l'évêque Yacoub Afram Saman – Église catholique syriaque ; l'évêque William Shomal – Patriarcat latin de Jérusalem ; monseigneur Michel Sabbah – Patriarcat latin de Jérusalem ; l'archevêque Atallah Hanna – Patriarcat orthodoxe de Jérusalem ; le frère Amjad Sabbara, curé de la paroisse Saint-Sauveur de

Jérusalem © Marilyn/EAPPI

Voici, traduite en français, une partie de la prière de Monseigneur Sabbah dite à l'occasion de cette rencontre pour Shadi et tous les enfants palestiniens prisonniers :

« Nous venons ce soir pour prier. Tous les jours nous prions. Toutes les heures nous prions notre Père qui est aux cieux. Notre Père qui sait ce dont nous avons besoin. Mais nous nous réunissons ce soir pour une raison spécifique, en raison de la détérioration et de l'intensification de la situation, et ce dans toutes nos villes et villages. Certaines sont encerclées/fermées, dans d'autres le harcèlement/les humiliations s'intensifient : Gaza est sous siège depuis des années, Naplouse aussi a connu le siège, et Hébron et ses alentours font face à la mort et aux déplacements forcés tout comme Jénine, Ramallah, Bethléem et Jérusalem. Partout les maisons sont pillées et démolies. Des descentes se font en pleine nuit, ils arrêtent les jeunes et les jettent en prison. D'un côté, l'armée et ses soldats obéissent à des ordres impitoyables ; de l'autre côté, ce sont les colons qui détruisent les cultures et les gens, en bénéficiant de la protection de l'armée. Voici notre réalité. Nous le vivons tous ensemble. Et nous prions.

C'est pour cela que nous prions ce soir. Nous élevons notre supplique à Dieu, à notre Père qui est aux cieux. Il voit tout, sait tout, entend le cri des opprimés et leur accorde Sa miséricorde. Dieu, nous prions pour toi/vers toi. Nous comptons nos tragédies, tu les connais. Toi, Ô seigneur, que nous dis-tu ? Nous avons lu l'Évangile ce soir pour entendre tes mots. À Nazareth j'ai prié avec ceux qui prient. Et puis tu as lu la prophétie d'Isaïe, et tu as appliqué ce que tu as lu à Toi-même. Je lis ces versets du prophète Isaïe : « L'Esprit du Seigneur est sur moi, parce qu'il m'a oint pour annoncer une bonne nouvelle aux pauvres; Il m'a envoyé pour guérir ceux qui ont le cœur brisé, pour proclamer aux captifs la délivrance, et aux aveugles le recouvrement de la vue »

(Luc 4 :18). Frères, ce discours, Jésus l'a dit au peuple de Nazareth et ils ne pouvaient pas le comprendre. Pouvons-nous le comprendre, nous, aujourd'hui ? Est-ce que nous l'acceptons, est-ce que nous acceptons que ce soit Jésus qui nous parle de notre situation à travers ces paroles ? Ou ne pouvons-nous pas comprendre nous aussi ? Sommes-nous aussi en train de dire : quel est ce discours étrange sur notre situation, qui ne nous éloigne ni des soldats ni des colons ? Jésus a dit et nous le dit aussi aujourd'hui : « L'esprit du Seigneur est sur moi. »…

Voilà, dans ce troisième témoignage, une partie de ce que nous avons vécu durant ces trois mois de mission. Mais tellement de choses manquent, comme les mots pour le dire…
Peut-être un quatrième article viendra-t-il, mais en attendant, je vous livre quelques photos légendées, montrant d'autres activités quotidiennes ou des choses aperçues au cours de nos rendez-vous quotidiens.

En espérant que ces comptes-rendus donneront le désir à l'une ou l'un des lecteurs de postuler pour ces missions éminemment nécessaires afin que le monde sache, que le monde n'oublie pas. Afin que nous ne puissions pas dire : « nous ne savions pas… »

Marilyn. Groupe 85. Envoyée œcuménique. Programme EAPPI.



Association israélienne : « Femmes en noir ». Ces femmes manifestent pacifiquement chaque vendredi à Jérusalem-Ouest pour demander la fin de l'occupation. Parfois certains passants israéliens les invectivent… mais parfois ils discutent avec elles et les échanges sont courtois et intéressés… © Marilyn/EAPPI



La cérémonie de « Handover » : passation de responsabilités entre notre groupe et celui qui est arrivé mi-novembre © Marilyn/EAPPI



Une démolition de maison à Jérusalem-Est, à laquelle nous avons assisté impuissants le vendredi 18 décembre 2022. Ce que l'on nomme « self demolition ». En effet, pour éviter de payer les frais de démolition par le bulldozer, les Palestiniens ont le choix pervers de démolir leur propre maison gratuitement… © Marilyn/EAPPI



Pancarte à l'entrée de tous les territoires palestiniens : ici avant d'entrer dans Al Azzarieh, banlieue de Jérusalem-Est coupée par le mur… et les checkpoints israéliens ©

Marilyn/EAPPI



« Nous méritons la vie » : inscription dans un des villages menacés d'expulsion dans les collines de « South Hébron Hills » : Masafer Yatta (région de Yatta)
© Marilyn/EAPPI

20ème anniversaire du programme EAPPI

Vous avez eu l'occasion de suivre dernièrement sur le

site du Défap les lettre de nouvelles de Marilyn, envoyée EAPPI – un programme d'accompagnement œcuménique développé par le COE en Israël-Palestine pour y limiter les tensions et témoigner de la situation sur le terrain. Récemment, les partenaires du Conseil œcuménique des Églises se sont réunis à Jérusalem pour célébrer le 20ème anniversaire de ce Programme qui bénéficie depuis son origine du soutien du protestantisme français.



Participant du programme EAPPI en Palestine © Albin Hillert/WCC

> Retrouvez l'article original sur le site du COE

Les responsables des Églises à Jérusalem, les responsables du Conseil œcuménique des Églises, les partenaires et leurs ami-e-s se sont réuni-e-s à Jérusalem pour célébrer l'anniversaire du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël.

Tout en célébrant le 20e anniversaire d'un programme qui a

permis à des enfants et des adultes de se sentir plus en sécurité, ils et elles ont regretté qu'en raison de la situation actuelle en Terre Sainte, l'accompagnement soit aujourd'hui plus nécessaire que jamais auparavant.

Près de 100 invité-e-s se sont réuni-e-s à l'Hotel Imperial à Jérusalem pour entendre des récits de situations locales. Y figuraient des responsables d'Église, des Églises membres, des partenaires œcuméniques, des accompagnant-e-s œcuméniques et les coordinateurs nationaux du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël.

Son Éminence, l'archevêque Aristarchos de Constantina et le secrétaire général par intérim du COE, le Père Prof. Ioan Sauca, ont ouvert l'événement. Au rang des orateurs et oratrices figuraient également les coordinateurs nationaux du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël; les accompagnant-e-s œcuméniques, l'évêque Ibrahim Azar de l'Église évangélique luthérienne en Terre Sainte et à Jérusalem, et le Très Révérend Dr Munib Younan, évêque émérite de l'Église évangélique luthérienne de Jordanie et de Terre Sainte.

Sauca a partagé sa joie et son inquiétude dans ses réflexions à cette occasion.

«La communauté œcuménique internationale a toujours cherché à être en solidarité active avec les chrétiennes et les chrétiens du Moyen-Orient, qui continuent à vivre leur foi et à en témoigner dans les contextes plurireligieux de leurs pays, apportant des contributions vitales à la diversité foisonnante et au développement de leurs sociétés», a fait observer Sauca.

«Des soulèvements, l'extrémisme violent brandissant la religion comme raison d'être, les occupations militaires permanentes, la discrimination et les violations incessantes des droits des personnes, les crises économiques et la

corruption, l'absence d'état de droit et d'autres facteurs encore ont contribué à une crise existentielle dans l'ensemble de la région.»

Sauca a souligné que les communautés vulnérables étaient particulièrement touchées, notamment les chrétiennes et les chrétiens qui sont confronté-e-s au déplacement et à la migration de masse.
«Nous affirmons que le meilleur moyen d'éviter cette menace est l'égalité des droits, la citoyenneté inclusive, la justice et la dignité pour toutes et tous, sans discrimination religieuse ou raciale», a-t-il ajouté.

En 2002, le COE a créé le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël en réponse à l'appel des responsables ecclésiaux en Terre Sainte.

«Le COE, dont les Églises membres représentent environ 580 millions de chrétiennes et de chrétiens dans le monde, a répondu à l'appel», a-t-il souligné. «Plus tôt, en 2002, les résident-e-s du petit village de Yanoun avaient été contraints à quitter leurs foyers en raison de la violence des colons.»

Des militant-e-s israélien-ne-s et du monde entier en faveur de la paix ont décidé d'agir et de s'installer dans le village de Yanoun, dans l'espoir que les résident-e-s de ce village s'y sentent suffisamment en sécurité pour y revenir. «Grâce à la présence protectrice de ces miltant-e-s, ces résident-e-s ont pu revenir», a rappelé Sauca.

Cette réussite a été une source d'inspiration et a débouché sur la création du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël en 2002. Depuis, les Églises membres du COE ont recruté plus de 1 800 accompagnant-e-s œcuméniques issu-e-s de 25 pays pour venir apporter leur aide pendant trois mois en Cisjordanie.

Œuvrant en étroite collaboration avec les communautés locales, des groupes israéliens et palestiniens de défense des droits

de la personne et des agences internationales, le programme a assuré une présence permanente dans la région depuis lors.



Le Secrétaire général par intérim du COE, le Père Prof. Ioan Sauca, a partagé sa joie et son inquiétude dans ses réflexions à l'occasion de l'ouverture de l'événement à Jérusalem © Albin Hillert/WCC

Des messages de soutien venus de toutes parts

Celles et ceux qui ont travaillé avec le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël et l'ont soutenu au fil des ans ont pris le temps de transmettre leurs salutations et de partager leurs souvenirs sur le programme.

L'évêque Munib Younan, ancien président de la Fédération luthérienne mondiale, a affirmé que l'idée du programme est de «promouvoir la justice, la paix et la réconciliation en Palestine et en Israël – et partout dans le monde».

Et d'ajouter: «Nous n'avons qu'à faire confiance à ce Dieu de

justice. C’est mon espérance pour le monde.»

Salpy Eskidjian, du Bureau chargé du volet religieux du processus de paix à Chypre, a indiqué que la situation sur le terrain en Palestine et en Israël ne s’est pas améliorée comme espéré il y a 20 ans, elle a simplement changé.

«Je prie pour que la famille internationale et œcuménique prolonge cette présence protectrice, tant que les Églises membres et la communauté locale jugent qu’elle est importante», a-t-elle déclaré. «C’est une joie source de reconnaissance et de gratitude.»

De nombreuses photos illustrent des accompagnant-e-s œcuméniques qui, au fil des ans, apportent une présence protectrice pacifique pour les enfants palestiniens allant à l’école.

Eskidjian espère également que le programme continue de se renforcer et de faire la différence dans la vie des gens.

Et de poursuivre: «J’ai espoir que les deux peuples et toutes les communautés religieuses pourront vivre en paix dans ce lieu».

Sara Speicher, secrétaire générale adjointe de l’Association mondiale pour la communication chrétienne, a également rappelé la genèse du programme. «Dans un premier temps, cette idée a été saluée par les responsables ecclésiaux et les communautés palestiniennes et israéliennes locales. Elle a également été perçue comme une expression tangible des préoccupations du COE, mais aussi de son espérance pour que cet accompagnement témoigne de la solidarité, apporte un peu de sécurité et promeuve une prise de conscience.»

Sam Bahour, associé directeur chez Applied Information Management, Palestine, a soutenu que l’accompagnement œcuménique sauve et change des vies. «L’accompagnement sauve des vies, car très souvent la présence étrangère dissuade la

puissance occupante israélienne et les colons israéliens illégaux de perturber nos vies quotidiennes.»

Le Pasteur Owe Boersma, point de référence pour les Réseaux et les Organisations œcuméniques, Pain pour le monde, a pour sa part indiqué qu'il considérait ce programme comme une réussite pour exposer des personnes de contextes différents à la réalité de l'occupation et pour œuvrer à y mettre un terme.

«Malheureusement, ce 20e anniversaire coïncide presque exactement avec les 55 ans de l'occupation», regrette-t-il.

Manuel Quintero Perez, ancien coordinateur du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël, a rappelé ce verset du Chapitre 12 de la première épître aux Corinthiens, qui évoque la souffrance.

«Si un membre souffre, tous les membres partagent sa souffrance», a souligné Perez. «Il a été tout à fait judicieux de la part du COE d'organiser ce programme, car il a permis aux Églises de nombreux pays de faire partie de la souffrance des Églises en Terre Sainte», a-t-il poursuivi.

Toujours selon Perez, sur la terre où Jésus est né, il y a tant de haine et la paix est un processus à long terme. «Ma seule espérance est que la communauté œcuménique continuera à travailler avec les populations locales pour trouver cette solution.»

Le secrétaire général élu du COE, le pasteur Jerry Pillay, a également partagé ses réflexions.

«En dépit des épreuves du peuple palestinien en Terre Sainte, et tout particulièrement de celles des jeunes, Dieu demeure la seule constante en toute chose et il est la boussole qui nous oriente vers l'objectif auquel nous aspirons», a-t-il déclaré. «Quoi que nous fassions dans notre lutte pour la justice, notre action concrète doit être perçue comme propice à la transformation sociale.»

En d’autres termes, Pillay a suggéré qu’un idéal pour une autre société s’imposait. «Quelles en sont les implications dans le cadre du conflit israélo-palestinien?» s’est-il interrogé. «Nous devons continuer notre pèlerinage conjoint de justice, de réconciliation et d’unité.»

Carla Khijoyan, responsable du programme du COE pour l’Instauration de la paix au Moyen-Orient, a affirmé que l’occupation était non seulement illégale, mais aussi contraire à l’éthique. «Et tout comme ce conflit comporte des dimensions morales, nous, les Églises et les chrétiennes et les chrétiens, avons le devoir moral de réagir», selon elle, avant d’ajouter qu’être un-e accompagnant-e œcuménique «est une leçon de résilience et de résistance, d’espérance, de dignité et d’intégrité, une leçon qui nous change à jamais.»

Comment le Défap agit pour la justice climatique

Améliorer l'autonomie alimentaire d'une ville, promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement, développer l'énergie solaire, éduquer à la paix et au développement durable : tels sont les objectifs de quelques-uns des projets soutenus par le Défap, qui a placé la sauvegarde de la création parmi ses priorités pour les années 2021-2025.



Parmi les trois grands axes de travail que s'est fixé le Défap dans son programme « Convictions et actions – 2021-2025 » figure la sauvegarde de la création : le Défap veut ainsi « s'engager pour la justice, le respect de la création et la dignité humaine ». Des préoccupations souvent intimement liées, et que résume bien le concept de « justice climatique », puisque les atteintes au climat se traduisent bien souvent par la perte de moyens de subsistance, par des destructions d'habitats, par des conditions de vie considérablement plus difficiles pour les habitants des pays les plus pauvres.

En janvier 2022, le Conseil du Défap a décidé de formaliser ces engagements en se lançant dans une démarche de réduction de son empreinte écologique. Elle doit se traduire par la mise en place d'un tableau de bord des dépenses en carbone, tenu par le Secrétariat général, et par une étude au sein de la Commission des Projets des pistes concrètes de compensation carbone au sein de son réseau. Si cette démarche est encore en cours, elle vient surtout souligner le fait que le Défap est déjà, depuis de nombreuses années, engagé dans des projets à forte teneur environnementale. Pour une raison simple : étant en lien avec de nombreuses Églises du Sud, notamment en Afrique, l'un des continents les plus menacés par le réchauffement climatique, le Défap a été appelé à aider des partenaires déjà directement confrontés aux effets de ce changement. C'était le cas du partenariat établi avec l'ALCESDAM, Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis plus de trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Le Défap a aussi eu régulièrement des envoyés au sein du projet Beer Shéba à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agro-foresterie durable. En cette année 2022, nombre de ses partenariats ou des projets qu'il soutient comportent un aspect directement lié à ces questions environnementales :

Le Défap, membre fondateur du Secaar

La formation et la valorisation des compétences au service du développement intégral, marque distinctive du Secaar

Le Défap est un des membres fondateurs du Secaar, (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays. Le Secaar cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Des priorités et des axes de travail qui trouvent de forts échos aujourd'hui dans toute la réflexion développée au sein des Églises sur la justice climatique.

République centrafricaine : Des jardins pour

nourrir Bangui



Rodolphe Gozegba au travail avec les membres de l'association A9 © A9

En République centrafricaine, la guerre et les défaillances de l'État entretiennent pauvreté et famine. Alors que plus de 70% de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance, la violence des groupes armés, contre lesquels les autorités sont impuissantes, a contraint en cours d'année la plupart des paysans à abandonner leurs champs. La situation est encore plus difficile à Bangui, qui dépend pour son approvisionnement de quelques routes, dont la principale a été coupée plusieurs semaines début 2021 par une offensive rebelle.

Pour favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui, l'association A9, portée par un ancien boursier du Défap, Rodolphe Gozegba, a lancé un projet de culture de lopins de terre inexploités dans la capitale. Pour cela, A9 distribue graines, outils, et assure un suivi des participants : 400 familles du 6ème arrondissement, avec des résultats déjà très encourageants.

Si le projet est né dans un contexte d'insécurité persistante

du pays et de menaces sur l'approvisionnement de Bangui par des groupes armés, les solutions mises en œuvre par Rodolphe Gozegba et l'association A9 rejoignent les réflexions de nombreux urbanistes qui, face aux défis des changements climatiques en cours, s'interrogent sur les moyens de rendre les villes moins dépendantes des campagnes sur le plan alimentaire, en développant une véritable agriculture urbaine.

Tunisie : Promouvoir l'agriculture environnementale



Rendre fertiles des terres délaissées en Tunisie © ATAE

La Tunisie est l'un des pays les plus exposés au risque de désertification, le réchauffement climatique étant aggravé par des techniques agricoles inadaptées, avec une perte de 15 000 ha/an de terres cultivables. Pour rendre leur fertilité à des terres apparemment perdues, l'Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale (ATAE) propose à un réseau d'agriculteurs des formations pratiques sur des procédés écologiques de fertilisation et de culture. Elle est directement issue de l'expérience de l'association Abel Granier, pionnière en la matière : le pasteur Abel Granier

avait été le premier à réhabiliter entièrement une ferme en zone semi-aride. Aujourd'hui, l'ATAE a mis en place un programme de ferme pédagogique, pour permettre aux agriculteurs de son réseau et ayant suivi ses formations de vivre et travailler selon ces principes.

Djibouti : Une formation pour développer l'énergie solaire



Panneaux solaires installés par l'EPED à Djibouti © EPED

À Djibouti, l'accès à l'énergie est un problème majeur : le pays doit accroître sa production d'électricité pour se développer, mais il est très dépendant des importations de combustibles fossiles, dont les prix explosent. Dans un programme de développement à long terme connu sous le nom de « Vision 2035 », il prévoit de parvenir à l'autonomie énergétique en visant un objectif de 100% de sources d'énergie renouvelables – notamment solaire. Encore faut-il former des techniciens, qui pour l'heure manquent cruellement, pour installer et entretenir les panneaux solaires. C'est ce que propose le centre de formation de l'EPED, l'Église protestante de Djibouti. Il dispose du matériel nécessaire, et a déjà

développé une expertise dans l'encadrement et la formation pratique de jeunes actifs grâce à l'expérience du « chantier-école » mise en place lors de la réhabilitation du temple de Djibouti.

Burundi : Éduquer à la paix et au développement durable



Enfant au Burundi © Maxpixel.net

Des décennies de conflits et de guerres interethniques ont laissé des traces durables. En dépit de l'Accord de paix et de réconciliation signé en août 2000 à Arusha, les graines de violence demeurent et la méfiance entre communautés empêche de développer le pays, où l'insécurité alimentaire reste chronique.

Le MIR France (Mouvement International de la Réconciliation), avec l'aide du Défap, soutient à Kibati un projet de ferme-école qui vise tout à la fois à éduquer la population, principalement les jeunes, à résoudre les conflits par le

dialogue au lieu de recourir à la violence et aux armes, et à augmenter la production en agro-élevage écologique et le revenu des agriculteurs, à travers des coopératives agro-pastorales. Ce projet est mené en association avec l'Église Baptiste de Kibati, qui le supervise au niveau local.

République Démocratique du Congo : Santé communautaire au Kivu



Vue de Bukavu © MONUSCO/Abel Kavanagh

Le Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo, a connu des périodes de guerre successives. Les populations appauvries luttent à la fois contre la malnutrition et contre une prolifération des maladies chroniques et épidémiques telles que le paludisme, le choléra ou la fièvre typhoïde.

L'ULPGL (Université Libre du Pays des Grands Lacs) veut promouvoir l'usage des plantes, à la fois pour leur usage dans l'alimentation, mais aussi pour leurs vertus médicinales. Son centre de recherche, dépendant de la faculté de Santé et Développement communautaires, a lancé un jardin pilote de 80 espèces de plantes médicinales et alimentaires. Le projet, mené en étroite collaboration avec la population locale de

Bukavu, s’étend de la recherche des espèces végétales utilisables, à la diffusion de médicaments destinés à la population.

Israël-Palestine : « À l’heure où j’écris, des tirs… »

Voici la deuxième lettre de nouvelles de Marilyn, membre des équipes d’accompagnateurs œcuméniques envoyés en Israël-Palestine dans le cadre du programme EAPPI, dont le Défap assure le suivi administratif. Elle est présente en Cisjordanie pour assurer une présence protectrice et témoigner depuis fin août. Elle évoque la tension à Jérusalem depuis la mort d’une jeune femme soldat : l’armée israélienne recherche activement le tireur et a bouclé entièrement le camp de Shuafat. Mais elle décrit aussi sous quelle contrainte se déroule la récolte des olives à Silwan… ou encore, cette scène significative : « la marche des colons ».



Récolte des olives sous haute surveillance à Silwan © Marilyn, EAPPI

« Si vous êtes neutre dans les situations d'injustice, vous avez choisi le côté de l'oppresseur »
(archevêque sud-africain Desmond Tutu).

Aujourd'hui, mercredi 12 octobre, les rues de la vieille ville de Jérusalem sont quasi désertes. La foule qui s'y presse habituellement semble avoir disparu et les boutiques sont fermées. Seule la présence policière est très marquée et les soldats sont nombreux. C'est le troisième jour de Souccot, la troisième fête juive depuis début septembre après Rosh Hashana et Yom Kippour

À l'heure où j'écris ces lignes, des tirs retentissent dans différents quartiers de Jérusalem et spécifiquement sur le mont des Oliviers, des sirènes de polices retentissent et un

hélicoptère patrouille la ville. La tension est vive ces derniers jours depuis qu'une jeune femme soldat a été abattue au checkpoint près du camp de réfugiés de Shuafat. Depuis, le camp est fermé et nul ne sort ni n'entre. Les habitants sont bloqués. Combien de temps cette punition collective va durer ? Nous ne le savons pas. Le tireur est activement recherché.

Aujourd'hui une grève générale a été déclenchée en solidarité avec le camp de Shuafat. Les écoles sont fermées et les bus ne circulent pas.

Nous assurons une présence protectrice ce matin. Les Israéliens se rendent sur l'esplanade des Mosquées alors que celle-ci est inaccessible aux musulmans pour laisser l'accès libre aux religieux juifs. La mission continue : entre nos priorités à ne pas abandonner, nos rencontres avec des ONG et nos visites à d'autres équipes EAPPI, les journées sont bien remplies ; et souvent l'heure du dîner arrive à point nommé après le temps pris par chacun-e à rapporter les événements du jour.



De jeunes musulmanes accrochent un texte expliquant qu'elles restent à cette place en attendant l'ouverture de l'esplanade des Mosquées © Marilyn, EAPPI

Depuis les différents moments des fêtes du calendrier juif, les tensions se sont accrues. Et à nos priorités quotidiennes ou hebdomadaires se joignent parfois des urgences comme par exemple la cueillette des olives à Silwan.

Il est très difficile de partager une expérience vécue surtout quand celle-ci est émaillée de violences policières ou militaires. Nous hésitons toujours à décrire les événements survenus et nous oscillons entre descriptions froides ou chargées d'émotions. À Silwan, nous étions nombreux à assurer une présence protectrice : membres EAPPI, villageois palestiniens et activistes israéliens nombreux. Cette première récolte, en avance sur la maturité des olives, a été déclenchée à cause de la venue de soldats sur le terrain la

veille… Des journalistes étaient aussi présents. La récolte avait bien débutée dans une atmosphère conviviale, chacun vaquant à sa tâche. Mais après midi, des colons protégés par des soldats et des policiers (entre 15 et 20) sont entrés sur le terrain de l'agriculteur que nous aidions et la situation a vite tourné à l'affrontement. Le fils du fermier a été arrêté, et relâché quelques jours après. Les colons n'ont pas été inquiétés. La semaine du 24 octobre, nous serons toutes et tous mobilisé-es pour cette tâche importante. C'est une période où les paysans palestiniens sont harcelés quotidiennement par les colons, battus, agressés physiquement, menacés, leurs oliviers saccagés et leurs olives détruites.



Olivier à Silwan au moment de la récolte © Marilyn, EAPPI

Durant notre mission, nous devons rendre visite à nos collègues sur deux emplacements différents. Je suis donc partie trois jours à Hébron. Je n'y étais pas retournée depuis

2019. Ce fut un choc pour moi de voir combien la situation de la vieille ville avait empiré après la pandémie. Les touristes sont quasi inexistants. Pas moins de vingt checkpoints encadrent la vieille ville. Avec l'équipe d'Hébron, je suis allée chaque matin devant une école différente : devant chacune d'elle, un checkpoint ! Nous sommes donc là pour vérifier que les enfants palestiniens puissent se rendre à l'école sans incident, sans risque pour eux. Parfois les parents les accompagnent, parfois ils vont par deux ou trois. En les regardant passer, je pensais à leur sécurité, à leur bien-être, à leur santé émotionnelle… et pourtant ! Ils poursuivent leurs études, jouent, chantent.



Vieille ville d'Hébron : des filets de protections que les Palestiniens posent pour se protéger des déchets déversés par les colons des maisons qu'ils ont prises aux Hébronites © Marilyn, EAPPI

Mais l’une des expériences les plus significatives vécues à Hébron est d’assister à « la marche des colons ». Chaque samedi après la prière, des colons avec un guide entrent dans la vieille ville, protégés par les militaires et la police des frontières. Ils sont aussi nombreux que les colons eux-mêmes et leur assurent protection et sécurité en patrouillant devant eux dans les ruelles du souk. Aucun Palestinien n’a le droit de bouger ni d’avancer avant leur passage. C’est absolument glaçant. Cette marche dure entre une demi-heure et une heure. Le pouvoir de la violence est là aussi, dans ce moment. Mais il est aussi dans cette rue fantôme : la « Shuhada Street », cette fameuse route interdite aux Palestiniens. Ils ne peuvent la traverser !

Je ne peux pas ne pas finir ce second reportage par une note d’espérance, et je cherche ce que je pourrais dire… rien ne me vient si ce n’est les repas partagés avec les populations locales, le thé chez les Bédouins, leurs crêpes merveilleuses, le Moujadara plat traditionnel préparé par Nawal, enseignante, femme forte de Nebi Samwil, village dont j’évoquerai la situation dans mon prochain reportage.



Un thé chez les Bédouins © Marilyn, EAPPI

Et je n'oublie pas non plus les rencontres avec des personnalités de la société civile palestinienne ou israélienne, des ONG qui œuvrent ensemble à l'établissement d'une paix, à la fin de l'occupation, à la dignité et qui ne ménagent pas leur peine pour relater jour après jour les constantes violations des droits humains et les violations des lois internationales.

Ce qui se passe ici dans cette région du monde est parfaitement intolérable, et je voudrais que chacun-e soit un témoin de cette indicible situation. Mon souhait est que toutes et tous deviennent des voix pour que cesse cette barbarie. Que le mur, les checkpoints disparaissent, que la liberté de mouvement, de construire sa maison, de garder sa maison, sa terre, de vivre sans permis de circuler, de ne pas être que « résident permanent » de Jérusalem , soit enfin

réalité, que les enfants aient le droit d'aller à l'école sans risquer d'arrestation. Que les mères ne pleurent pas la mort de leur enfant.

Que la vie enfin soit la vie.

Marilyn, accompagnatrice œcuménique, groupe 85

EAPPI : une présence pour apaiser les tensions en Israël-Palestine

Suite de notre présentation d'EAPPI, entamée il y a deux semaines avec une lettre de nouvelles d'une volontaire française, Marilyn : ce programme du COE (Conseil œcuménique des Églises), dont le nom complet est Ecumenical accompaniement program in Palestine and Israel, est soutenu par le protestantisme français depuis ses origines en 2002. En France, le suivi administratif des volontaires qui y prennent part est assuré par le Défap. Décrire à leur retour ce qu'ils ont vécu, à travers des lettres ou des cycles de conférences, fait partie de leur engagement. Retour sur l'histoire de ce programme.



Aqabat Jabr, camp de réfugiés palestiniens dans la vallée du Jourdain, à trois kilomètres au sud-ouest de Jéricho © EAPPI

Le programme EAPPI (Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et Israël) a été initié par le Conseil œcuménique des Églises (COE), dont les Églises membres représentent 550 millions de chrétiens dans le monde, en réponse à un appel de responsables chrétiens locaux. Lorsque la violence s'est répandue à travers Israël et les territoires occupés, après le déclenchement de la seconde Intifada (El Aqsa) en 2000, les responsables des Églises de Jérusalem ont lancé un appel à soutenir leurs efforts pour une paix juste. La gestion des envois d'accompagnateurs a été reprise en 2012 par le Défap à la demande de la Fédération protestante de France. Aujourd'hui, le Défap assure le suivi administratif des candidats venus de France – même si EAPPI, programme international impliquant des participants de différents pays, a son propre programme de formation.

Depuis le lancement du programme EAPPI, les Églises membres du COE ont recruté plus de 2000 accompagnateurs et accompagnatrices bénévoles, pour des missions de trois mois dans les six lieux d'engagement en Cisjordanie. Le programme assure ainsi la présence continue de 25 à 30 accompagnateurs et accompagnatrices œcuméniques, originaires de 25 pays, et soutenus par une équipe située à Jérusalem. Un Groupe de référence local représentant les communautés et Églises qui ont demandé à bénéficier du programme contribue à l'orientation de ce dernier, avec l'équipe du COE à Genève et les coordinatrices et coordinateurs nationaux dans les pays d'envoi. Dans le cadre de ce programme, EAPPI-France s'est fixé comme objectif d'envoyer au moins un ou deux volontaires par an.

Des participants venus d'horizons très différents



Démolition d'un camp de bédouins dans la vallée du Jourdain, photographiée en 2016 par des participants du programme EAPPI © EAPPI

EAPPI a pour mission d'accompagner les Palestiniens et les Israéliens dans leurs actions non violentes et leurs efforts concertés en vue de mettre fin à l'occupation. Les participants au programme suivent et rapportent les violations des droits de la personne et du droit international

humanitaire, soutiennent les actes de résistance non violente aux côtés des Palestiniens chrétiens et musulmans locaux et des militants pacifistes israéliens, offrent une protection par leur présence non violente, mènent une action de promotion au niveau politique et, de manière générale, manifestent leur solidarité aux Églises et à tous ceux qui luttent contre l'occupation. EAPPI cherche aussi à fournir des informations fiables et à jour sur la situation d'occupation.

En travaillant en lien étroit avec les communautés locales, les associations israéliennes pour les Droits de l'Homme et les instances internationales, EAPPI a maintenu depuis 2002 une présence ininterrompue dans la région, à l'exception de la période de crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19. Le programme est enraciné dans les principes chrétiens d'amour, de paix et de justice ; mais parmi les participants, il y a eu des centaines d'hommes et de femmes de confessions différentes, voire d'aucune confession. À leur retour, ils sont amenés à témoigner de ce qu'ils vu, sans prendre parti, en insistant sur les initiatives de paix dont ils auront été les témoins. Beaucoup continuent par la suite de s'impliquer et de s'intéresser aux actions pour une paix juste en Palestine et en Israël.

Journée du volontariat français 2022 : célébrer l'engagement

Chaque année, les Journées du volontariat français sont

l’occasion de mettre en avant le rôle de celles et ceux qui s’engagent dans le volontariat international d’échange et de solidarité. Elles se déroulent tout au long du mois d’octobre dans les pays dans lesquels est présente France Volontaires, la plateforme française des engagements volontaires et solidaires à l’international, dont fait partie le Défap. En France, le rendez-vous a eu lieu à Paris ce 12 octobre. Dans un message diffusé à l’occasion de cette Journée du Volontariat Français, le Président Emmanuel Macron a évoqué le « rôle fondamental » des volontaires.



La Journée du volontariat français à Paris, au Centre de conférence ministérielle © DCC

Octobre, c’est le mois des volontaires : tout au long du mois, des événements sont organisés pour mettre en valeur leur engagement dans les divers pays où est présente France Volontaires. Cette plateforme française du volontariat international d’échange et de solidarité a été créée en 2009 ; le Défap, seul organisme protestant agréé par l’État pour

l’envoi de VSI, en fait partie. Cette année 2022 a été marquée par le retour à des évènements en présentiel après la période de la crise sanitaire, et elle a été placée sous le thème : « De nouvelles ambitions pour le volontariat international ». En France, le rendez-vous a eu lieu à Paris ce 12 octobre, au Centre de conférence ministérielle de 11h à 12h30, en présence de Chrysoula Zacharopoulou, Secrétaire d’État chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, de Jacques Godfrain, ancien ministre et président de France Volontaires, et de Yann Delaunay, Délégué Général de France Volontaires.

Le rôle du volontariat international au sein des sociétés civiles est aujourd’hui très largement reconnu. La manière dont les volontaires contribuent à un monde plus solidaire a été soulignée dès décembre 2014 par le Secrétaire général des Nations unies, qui dans son rapport de synthèse évoquait leur action comme « un levier puissant et transversal de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable ». En ce 12 octobre 2022, Chrysoula Zacharopoulou a rappelé que « les risques de fracture nord-sud sont bien réels » et que « le volontariat est plus indispensable que jamais ». Jacques Godfrain a répété pour sa part sa conviction en termes de réciprocité : il faut « que la jeunesse du sud vienne jouer le même rôle en France que nos jeunes. Le Nord a besoin du Sud. »

« La co-construction des projets, une spécificité et une fierté du volontariat français »

Dans un message diffusé à l’occasion de cette Journée du Volontariat Français, le Président Emmanuel Macron a évoqué le « rôle fondamental » des volontaires. « Les volontaires que vous êtes, a-t-il souligné, viennent là avec leurs expériences, leurs idéaux, leur force de conviction, leur enthousiasme pour les sujets qu’ils portent. Et c’est ça qui rend possible la co-construction des projets, qui est une spécificité et une fierté du volontariat français. Parce que, et c’est pour moi le plus important, le volontariat permet la

réciprocité. Je suis en effet persuadé que les jeunes du Sénégal, de Tunisie, du Pérou, du Vietnam, du Vanuatu ont aussi beaucoup à apporter à la France et aux Français. »

Ailleurs dans le monde, les Journées du volontariat français continuent à se dérouler jusqu'à la fin du mois, organisés par les Espaces Volontariats de France Volontaires, avec des conférences et des tables-rondes, des salons, des rassemblement et des témoignages de volontaires. Ces JVFs sont très souvent organisées à l'Institut français, l'Alliance française ou à l'Ambassade de France. Ce sont le Cambodge, l'Équateur et la Mauritanie qui ont ouvert les festivités dès le 1er du mois. Les Journées du volontariat français se clôtureront au Sénégal, le 20 octobre, au cours d'un évènement qui célèbrera les 50 ans de France Volontaires dans le pays, et en Tunisie le 28 octobre. Avec des thématiques mises à l'honneur comme le rôle des volontaires dans la lutte contre le changement climatique, la réciprocité, et de manière générale leur action au quotidien en faveur d'un monde plus juste et plus solidaire.



La Journée du volontariat français au Cameroun © France Volontaires Cameroun

Des valeurs que le Défap porte aussi à travers ses envoyés et à travers sa participation à la plateforme France Volontaires. Le travail du Défap est un travail en réseau : qu'il ait lieu en France ou à l'étranger, il ne peut exister que grâce aux liens noués et entretenus avec de nombreux partenaires. Des Églises, tout d'abord, puisqu'entretenir des relations entre communautés protestantes au près comme au loin est la vocation première du Service protestant de mission ; un riche milieu associatif, ensuite, puisque ces relations ne peuvent exister sans que se développent des actions et des projets en commun – et que ces projets relèvent souvent de l'éducation, du développement ou de la santé ; les pouvoirs publics, enfin, qui fixent le cadre nécessaire à ces relations et ces partenariats, et définissent les statuts des personnes amenées à travailler à l'étranger.

Dans ce cadre, le Défap est un acteur à part entière de la solidarité internationale, à l'expertise reconnue, et membre de diverses plateformes au sein desquelles il travaille en commun avec des ONG dont les problématiques recoupent les siennes. Parmi ces plateformes, France Volontaires occupe une place majeure. Si elle existe sous sa forme actuelle depuis un peu plus d'une dizaine d'années, elle est en fait l'héritière directe de l'Association Française des volontaires du Progrès, qui avait été créée en 1963. Opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, reconnue comme un des acteurs de l'aide publique au développement de la France par la loi du 4 août 2021, elle réunit l'État, des collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion des engagements volontaires et solidaires à l'international. L'association met en place des formations, des accompagnements, pour aider les personnes désireuses de s'engager dans du volontariat international. Un réseau d'espaces volontariat dans de nombreux pays en Amérique Latine, Afrique et Asie accompagne sur le terrain les volontaires.



La Journée du volontariat français au Cambodge © France Volontaires Cambodge

---

EAPPI : «Nous sommes une goutte d'eau parmi ceux qui œuvrent à la paix»

Vous avez pu lire la semaine dernière une lettre de nouvelles de Marilyn. Venue de France, elle est à pied d'œuvre depuis début septembre 2022 en Cisjordanie, au sein du groupe 85 des équipes d'accompagnateurs œcuméniques du programme EAPPI. Les missions de ces

équipes sont multiples : témoigner, soutenir les actes de résistance non violente aux côtés des Palestiniens chrétiens et musulmans locaux et des militants pacifistes israéliens, offrir une protection par leur présence non violente… Avant son départ, Marilyn a expliqué au Défap ce qui l'a poussée à s'engager dans ce programme. Rencontre.



En mission de paix avec EAPPI © EAPPI

Quelles sont les motivations personnelles qui vous ont poussée à participer au programme EAPPI en Israël-Palestine ?

Elles sont multiples. Il s'agit de motivations tant humaines que spirituelles, qui s'expliquent par mon parcours personnel. J'ai été en contact avec ce lieu, cette terre, depuis 2003. La première fois que j'y suis allée, je voulais voir sur place, après ce que j'avais entendu de ce conflit, de ce problème entre deux peuples. Cette situation m'interpellait déjà au lycée : nous étions un groupe d'élèves très amis, dont une qui était arabe, et moi, moitié française, moitié

espagnole. C’était après 1967, après la guerre des Six Jours. Déjà, il existait des mouvements de jeunesse, très œcuméniques, qui proposaient d’aller construire sur place des écoles, de s’occuper de centres sociaux, d’hôpitaux. Déjà, nous avions ce projet de partir sur place ; ça ne s’est pas concrétisé alors. Mais j’ai été rattrapée plus tard par ce besoin, ou ce désir, ancré en moi.

À la source de ce désir, qu’y a-t-il exactement ? Je dirais qu’il s’agit d’un besoin de justice, d’un besoin de paix, de spiritualité ; c’est peut-être aussi une manière de revisiter mes propres racines, mes propres origines… La source de ma motivation est probablement là, à la croisée de l’humain et du spirituel. Et je trouve à travers le programme EAPPI un moyen de participer, même de manière très modeste, à la reconstruction de la paix ; d’être un témoin, de rendre compte de ce qui se passe sur place ; d’aider des populations souffrantes…



L’une des missions des accompagnateurs œcuméniques : assurer une présence et témoigner au niveau des checkpoints tenus par l’armée israélienne. Ici, celui de Kalendia © EAPPI

Comment s’est passée la prise de contact avec EAPPI ?

Je suis protestante, et même si je m'intéresse globalement aux questions de géopolitique, je m'intéresse aussi plus particulièrement aux populations qui habitent cette partie du monde d'un point de vue spirituel, de par mon engagement et ma foi. Voilà pourquoi le EAPPI correspond à mes aspirations. Outre le fait qu'il s'agit d'un programme œcuménique.

La première fois que j'ai entendu parler de ce programme, c'était par hasard : des amis protestants m'avaient parlé d'une soirée publique, au cours de laquelle des invités devaient témoigner des actions d'EAPPI. Je ne pouvais pas y aller ; j'ai envoyé une amie protestante, elle-même intéressée, à ma place. Elle m'a rapporté des documents de cette soirée ; et à leur lecture, je me suis dit qu'il fallait que je parte. J'étais déjà allée bien des fois sur place avec divers organismes, mais il me manquait cette dimension spirituelle que je recherchais, qui faisait écho à ma foi.

Comment vous êtes-vous engagée dans le programme ?

J'ai pris très vite contact avec Bertrand Vergniol, alors secrétaire général du Défap. J'ai ressenti comme un appel. Je l'ai rencontré assez rapidement, en ayant bien étudié le fascicule d'EAPPI. Je serais partie plus tôt si mon employeur m'avait autorisée à le faire ; j'avais demandé deux fois de suite l'autorisation de partir à l'Inspection académique dont je dépendais – j'étais alors directrice d'école. Puis, il y a eu la pandémie… À présent, je ne suis plus dans l'Éducation nationale, il n'y a plus de restrictions de circulation, et je peux enfin partir.

Le contact avec le Défap et Bertrand a été facilité, car je connaissais déjà deux personnes qui étaient parties dans le cadre du programme EAPPI : Martine Millet, pasteure, et Christiane Gillmann, toutes deux membres de Chrétiens de la Méditerranée. Il y a donc eu tout un faisceau de rencontres qui a permis ma candidature.



Une image prise dans un camp de bédouins démoli par l'armée israélienne © EAPPI

Que vous attendez-vous à trouver sur place, après votre formation ?

J'ai suivi une formation d'une semaine avant mon départ dans le cadre du programme EAPPI. La situation politique nous a été bien décrite – même si je la connais déjà bien, dans la mesure où, depuis 2003, je vais tous les ans sur place, voire deux fois par an. Je pense être préparée à cette situation difficile que vivent les Palestiniens et les Israéliens. Je pense être préparée à une situation réelle de dangerosité, mais tout en apprenant à rester dans mon rôle d'observatrice, sans être partie prenante d'un côté ou de l'autre. Même si le rôle d'accompagnateur œcuménique est un rôle qui engage : mais c'est un engagement qui se place plus sur le plan humanitaire que politique. Et il est important d'avoir toujours une attitude d'écoute… Je crois que tous les participants de la formation ont pris conscience de la complexité de leur rôle.

Tout en sachant qu’il faut être humble : nous sommes une goutte d’eau parmi ceux qui œuvrent à la paix.

En mission de paix en Israël-Palestine avec EAPPI

Marilyn fait partie des équipes d’accompagnateurs œcuméniques envoyés en Israël-Palestine dans le cadre du programme EAPPI, initié en 2002 par le COE en réponse à une demande des responsables des Églises de Jérusalem qui appelaient à soutenir leurs efforts pour une paix juste. Ces équipes, formées de volontaires de différents pays, partagent durant trois mois la vie des populations palestiniennes en Cisjordanie et assurent une présence attentive et bienveillante auprès des plus vulnérables. Pour assurer le suivi de ce programme a été constitué un comité de coordination dont la composition est, elle aussi, résolument œcuménique ; au sein de ce comité, le Défap assure la gestion administrative des envoyés venus de France. Dans cette lettre de nouvelles, Marilyn revient sur les premières semaines de sa mission. Au cours des prochains jours, nous aurons l’occasion de revenir sur son parcours, qui l’a amenée à devenir accompagnatrice œcuménique… ainsi que sur le programme EAPPI lui-même.



Vue du camp de bédouins de Khan Al Ahmar © EAPPI

Cela va bientôt faire cinq semaines que nous sommes sur le terrain. Après une semaine de mise au point et de passation de relais entre le groupe précédent et le nouveau groupe, et un accompagnement des activités futures, nous avons vraiment commencé notre travail après la cérémonie officielle. Le 6 septembre le groupe a réellement pris ses fonctions.

Certaines de nos activités sont prioritaires et ne varient pas, d'autres peuvent changer de semaine en semaine selon la situation et les rencontres d'autres organisations sur place. Nos activités prioritaires sont multiples mais nos missions essentielles sont l'observation, les rapports quotidiens envoyés au siège à Genève et pour certaines informations importantes aux N.U. Durant la période de COVID les accompagnateurs œcuméniques n'ont pas été présents sur place, comme de nombreuses autres organisations humanitaires, le programme a repris réellement depuis mars 2022, nous sommes donc le troisième groupe à être présent sur place depuis cette

date.

Des accompagnateurs œcuméniques venus de tous les coins du monde

Notre groupe, le 85, est composé de 27 personnes venues de tous les coins du monde : Australie, Autriche, Angleterre, Brésil, Équateur, Suède, Irlande, Finlande, France. Nous sommes placés dans différentes régions de la Cisjordanie, en territoires occupés ou annexés comme Jérusalem-Est. L'équipe de Jérusalem se compose de 8 personnes réparties en 2 groupes avec de nombreuses responsabilités que nous exerçons soit ensemble, soit de manière séparée.



Image des destructions dans le camp de bédouins © EAPPI

Ce qui nous marque le plus est la situation précaire de certaines populations fragiles telles que les camps de bédouins que nous visitons une fois par semaine, notamment Jabal al-Baba et Khan al-Ahmar pour assurer une présence

protectrice. Khan al-Ahmar a été sous les feux des médias et de la communauté internationale à l'automne 2018 car les habitants étaient sous la menace de démolitions imminentes. Après un report de la décision de la Cour, cette communauté reste toujours sous la menace d'une prochaine démolition car les colons de la colonie située au-dessus ne relâchent pas leurs efforts pour contrecarrer la décision de justice… aussi nous sommes très vigilants de la moindre alerte. Les bergers de cette communauté sont régulièrement harcelés par les colons qui veulent les empêcher de faire paître leurs troupeaux.

« Notre présence réconforte les plus vulnérables »

Et parfois, nous arrivons après les démolitions ! Comme dans ce petit camp de bédouins de quelques familles mais dont l'armée israélienne a détruit l'ensemble des maisons et détruit l'ensemble des réserves de nourriture des familles. C'est tellement violent que nous nous sentons impuissants devant une telle impunité.



Image des destructions dans le camp de bédouins © EAPPI

Une autre de nos activités prioritaires est notre présence au

checkpoint de Kalendia, deux matins par semaine. Là encore c'est un travail, d'observation et de monitoring. Le vendredi et le dimanche, nous notons le nombre de Palestiniens « rejetés » et donc empêchés de se rendre à Jérusalem soit pour y travailler soit pour aller prier à al-Aqsa, ainsi que les raisons évoquées. La plupart du temps, elles et ils sont rejetés sans aucune raison… Beaucoup de parents s'y rendent le vendredi avec leurs enfants pour prier à Jérusalem, et en raison de non production de certificats de naissances de leurs enfants, ils ne sont pas admis à passer… Parfois leur permis de travail est valable du dimanche au jeudi et comme les vendredis et samedis sont considérés comme des jours de vacances, ils sont également empêchés de passer le checkpoint.

Dimanche dernier, au checkpoint 300 à Bethléem, une jeune femme a été rejetée alors qu'elle détenait une autorisation médicale pour aller visiter son jeune enfant de 6 ans atteint d'un cancer et hospitalisé à Jérusalem-Est.



Vue du checkpoint de Kalendia © EAPPI

Parfois les files d’attente sont très longues…

L’occupation militaire est la pire des choses car elle déshumanise non seulement les Palestiniens mais aussi les soldats israéliens. Quant à la colonisation, elle s’accélère dans le silence de la communauté internationale. Tous les jours les accompagnateurs œcuméniques assistent à des violations des droits humains et des lois internationales. Nous les consignons dans nos rapports et notre présence réconforte les plus vulnérables et les plus fragiles. Quand nous avons des moments de rencontres avec les Palestinien-nes, ils nous disent toutes, tous : s’il vous plaît racontez ce que vous voyez, témoignez quand vous rentrerez dans vos pays respectifs !

Marilyn, accompagnatrice œcuménique